

Manif étudiante contre la hausse des frais de scolarité De vingt à trente mille personnes

C'était une manifestation monstre, colorée et enthousiasme sur fond d'une vaste grève d'un jour de 200 000 étudiantes. Le gouvernement Libéral va-t-il autant s'entêter à vouloir hausser les frais scolaires qu'il l'a fait pour ne pas tenir une enquête sur l'industrie de la construction ? Il aura alors fort à faire car on sentait bien que cette manif n'était pas le traditionnel baroud d'honneur syndical avant de capituler en rase campagne ou la soupape de soulagement pour ensuite ne rien faire. Que ce soit plutôt le début de quelque chose, les étudiantes l'ont bruyamment démontré à l'évocation de la possibilité d'une grève générale illimitée par certains orateurs à la tribune.

Comme l'annulation de la hausse signifierait un recul majeur sur un des éléments clefs du dernier budget Libéral, c'est toute sa contre offensive d'austérité, au diapason de celle de tous les gouvernements de l'OCDE, qui serait mis en échec. On devine le rapport de force qui sera nécessaire lequel ne peut que signifier une grève générale proactive dont l'occupation des lieux d'études. Cette dimension anti budgétaire, l'ensemble du mouvement syndical et populaire l'avait bien comprise lui qui avait mobilisé son monde à l'occasion de la manif étudiante. Ses contingents, sans être importants et quelque peu perdus dans la mer étudiante, étaient quand même significatifs.

Se pourrait-il que grève massive étudiante puisse se conjuguer avec la saison des budgets et être l'occasion d'une jonction avec l'ensemble du mouvement social sur la base d'actions non banales, rappelant celles du 11 décembre 2003 quand ports, routes et casinos furent bloqués, mais dans la durée ? À force de porter attention aux mouvements de riposte européens, qui ne s'est pas rendu compte qu'il va falloir pousser très fort, tous et toutes ensemble, pendant un bon moment pour provoquer un retournement de situation ?

Mais à quoi servirait-il de pousser un gouvernement au pied du mur s'il n'y avait pas d'alternative prête à prendre la relève ? À moins de penser qu'un parti puisse appliquer systématiquement l'envers de son orientation néolibérale. Pourrait-on compter sur l'opposition officielle ? Elle était bien à la manifestation avec sa députation. Ça sent les élections et le désarroi. Depuis le printemps dernier, le PQ renifle tout ce qui bouge à gauche au Québec. Espère-t-il que ces courbettes indécentes vont faire oublier sa longue gouverne de coupures, de privatisations et de baisse d'impôt des riches et des compagnies ? Son récent programme de « *gouvernement souverainiste* », dont la chef est si fière, ne vise qu'à « *créer de la richesse* » dans un Québec provincial en soutenant les entreprises. Rien de nouveau sous le soleil.

Tous les projecteurs sont braqués sur Québec solidaire. Présent avec un bon contingent, le parti s'est distingué par une bonne distribution d'un journal bien fait faisant clairement ressortir non seulement son appui à la revendication étudiante mais aussi à la « *gratuité scolaire de la maternelle à l'université* » et la « *fin au financement public des écoles privées* ». Quelle déveine que les propositions budgétaires dont le but n'est que de « *retrouver l'équilibre budgétaire en 2013-2014* » en proposant 5 milliards \$ de mesures fiscales progressistes mais marginales. Malgré un titre de page ne correspondant nullement au contenu, il n'y a pas un sou neuf pour financer... la gratuité scolaire et encore moins un réinvestissement massif dans la santé, l'éducation, le transport public et l'efficacité énergétique. L'alternative n'est pas au rendez-vous.

Cette montagne qui accouche d'une souris explique-t-elle le nouveau flirt avec le PQ de la part de la direction du parti, à l'encontre de la volonté clairement exprimée du dernier congrès ?

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com